

LAURENT FABIUS

Ministre français des Affaires étrangères

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers amis, Madame le Premier Ministre, il est vrai que la semaine a été chargée mais je tenais à honorer cette invitation, par égard pour notre hôte et parce que je savais retrouver ici des personnalités qui veulent réfléchir ensemble, ce qui n'est pas si fréquent. On m'a donné un quart d'heure. Monsieur de Montbrial m'a dit à peu près ceci : « Un quart d'heure pour traiter l'univers et les autres problèmes ». Comme je n'ai qu'un quart d'heure, je traiterai uniquement l'univers et laisserai de côté les autres problèmes...

Je commencerai par une formule de Paul Valéry, qui va détruire, dès l'abord, mon exposé. Valéry a écrit quelque part : « Tout ce qui est simple est faux, et tout ce qui ne l'est pas est inutilisable ». Or j'ai quinze minutes pour traiter très simplement de la façon dont, en politique étrangère, je vois l'année qui vient. Nous sommes en fin d'année, j'allais vous souhaiter bonne année. En fait je vais aborder des sujets qui expliquent que cette année sera peut-être à certains égards bonne et à certains égards moins bonne.

* *

Les cinq premières minutes, je veux les consacrer, en donnant quelques coups de projecteur, à plusieurs pays dont je pense qu'ils peuvent, ou non, déterminer l'an prochain beaucoup d'éléments de la donne mondiale. Le premier pays, cela va peut-être vous surprendre, c'est la Libye. On s'est beaucoup intéressé il y a quelque temps à la Libye ; on s'y intéresse moins, mais de nombreux terroristes s'y intéressent. Il y a là-bas des tribus, il y a au sommet une volonté de bien faire, il y a aussi beaucoup d'armes, potentiellement beaucoup d'argent à travers le pétrole mais pas vraiment d'État. Et tout ceci fait que ce pays magnifique, qui possède des potentialités immenses, peut-être la prochaine zone d'objectif du terrorisme international. Nous essayons les uns les autres, les Américains, les pays voisins, les Russes, les Italiens, d'autres amis européens, nous-mêmes d'aider le gouvernement libyen. Nous y travaillons et j'espère que l'an prochain ne sera pas l'année noire de la Libye. En tout cas, je l'ai mise dans le peloton de tête de mon agenda de préoccupations.

Le deuxième pays, cela vous étonnera moins, c'est la Syrie. Prochainement, nous allons probablement participer à une conférence, dite de « Genève 2 », qui débutera d'ailleurs à Montreux. On peut anticiper beaucoup de difficultés. Pourquoi ? L'objectif de cette conférence est, selon les termes de la lettre d'invitation envoyée aux participants, de préparer par consensus un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs. C'est simple. Mais c'est tellement simple que certains participants risquent de ne pas s'y retrouver. Bachar El-Assad a dit qu'il allait envoyer des représentants, mais pas pour discuter de la façon dont il va être privé de son propre pouvoir. Quant à l'opposition modérée, que nous soutenons puisque nous ne voulons ni de Bachar El-Assad ni des terroristes, elle est aujourd'hui en difficulté. Elle aussi se pose des questions. Si malheureusement le succès n'était pas au rendez-vous, cela signifierait que ce pays martyr continuerait de souffrir comme les pays voisins. Au Liban, pays ami : 4 millions d'habitants, 1 million de réfugiés. En Jordanie : 800 000. Des difficultés – le mot est faible – aussi en Irak, en Turquie et dans d'autres pays circum-voisins. Feu rouge, feu orange ? En tout cas, difficultés lourdes.

Le troisième pays c'est l'Iran. Vous avez consacré une séance à ce pays, au nucléaire iranien, aux perspectives. Nous avons conclu un accord intérimaire intéressant, positif. La France a été très active dans la négociation parce que nous avons considéré, avec le Président de la République, que si l'on voulait un bon accord, il nous fallait être fermes et que cet accord ne pouvait pas supporter l'ambiguïté qui était présente au début. La discussion a été serrée. Finalement, elle a produit des résultats. Mais ces résultats sont intérimaires et maintenant il faut d'une part les appliquer et d'autre part aller vers la deuxième partie, la recherche d'un accord durable. Je passe sur toute une série d'aspects, au demeurant très importants. Mais la question qui est posée, et qui n'est pas encore réglée, c'est la suivante : est-ce que l'Iran accepte de renoncer à la perspective même de l'arme nucléaire ? C'est notre position. Quand je dis "nous", ce n'est pas simplement la France, c'est la communauté internationale. Est-ce que l'Iran accepte de renoncer à la perspective de l'arme nucléaire ou est-ce que l'Iran accepte donc seulement de suspendre ses activités nucléaires militaires et de rester au niveau du seuil ? Si c'est la première hypothèse, alors nous nous mettrons d'accord. Si c'est la deuxième, je prévois beaucoup de difficultés qui ne viendront pas seulement du

Congrès américain mais aussi de la communauté internationale. Voilà la question principale, qui pour le moment, elle, n'est pas totalement réglée.

J'ajouterai bien sûr la question israélo-palestinienne, sur laquelle je suis moins pessimiste que beaucoup, pour m'entretenir souvent avec à la fois le Premier Ministre israélien et le Président Mahmoud Abbas. Deux questions seront probablement déterminantes. La première est celle-ci : est-ce qu'à l'issue des efforts déployés, notamment par le Secrétaire d'État américain John Kerry qui accomplit un travail remarquable, les leaders du côté israélien et du côté palestinien pourront présenter aux populations, qui sont actuellement plutôt hostiles, un accord définitif ? Du côté israélien, comme du côté palestinien, on sait que cela demandera des concessions. Peut-être, à condition que ce soit une fois pour toute et comme solde de tout compte. C'est la première question. La deuxième, c'est la question dite de la « sécurité ». Les Israéliens, pour des raisons qu'on peut comprendre, disent : « Nous sommes prêts à faire des concessions, mais la sécurité en Israël et dans les Territoires Palestiniens c'est nous, et nous ne faisons confiance à personne d'autre. » Les Palestiniens répliquent : « Nous voulons avoir un vrai État, et un vrai État ne peut pas accepter qu'en permanence sur son sol la sécurité soit assurée par une force extérieure ». Ce point-là n'est pas réglé. Il sera déterminant dans la négociation. Voilà quelques pays que j'ai placés en tête de mon agenda de réflexion et d'action pour l'année qui s'ouvre.

J'ajouterai un sujet, qui va vous paraître décalé par rapport aux précédents : les difficultés, voire les cataclysmes qui peuvent se produire compte tenu de l'aggravation des problèmes climatiques. J'y reviendrai dans un instant. Les scientifiques nous disent, de façon précise, que nous courons vers l'abîme si nous n'agissons pas vite et fortement. Il y a des signes annonciateurs.

* *

Deuxième série de remarques : qu'est-ce qui va être déterminant ? Mesdames et Messieurs, s'il ne fallait retenir qu'une seule idée de ce que je vous dis, ce serait celle-ci. Pendant des années, le monde a été bipolaire : États-Unis, URSS. Les deux étaient en opposition, mais cette opposition prenait aussi la forme d'un condominium. Et finalement lorsque ces deux-là décidaient de résoudre une crise, ils le faisaient. Ensuite, pendant une courte période, au moment de l'effondrement soviétique et de la chute du Mur de Berlin, le monde est devenu unipolaire. La superpuissance, dans tous les domaines, était américaine. Je souhaite que nous allions vers un monde multipolaire organisé, sous l'égide des Nations Unies, avec des organisations régionales, dans le respect de lois internationales. L'objectif est donc un monde multipolaire. Mais aujourd'hui, le monde est plutôt « zéro polaire » ou apolaire. Je veux dire par là, et je le constate chaque semaine comme mes collègues ministres des Affaires étrangères des autres pays, qu'il n'existe pas une puissance ou même un assemblage de puissances qui puissent à elles seules résoudre les crises. C'est ce qui explique les blocages au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'impossibilité par exemple de résoudre la crise syrienne, et telle autre qui, en d'autres périodes, aurait été tranchée par cette puissance unique ou cet assemblage de puissances. Et dans le monde actuel que je qualifie de « zéro polaire », un certain nombre de pays exercent une influence parfois à la mesure de leur poids économique, parfois au-delà : les États-Unis d'Amérique ; la Chine, même si elle a décidé de rester pour l'instant en deçà de sa propre puissance sur le plan diplomatique ; la Russie qui est très active internationalement ; et la France qui n'a que 66 millions d'habitants mais qui est une puissance globale, et qui, membre permanent du Conseil de sécurité, joue un rôle évident d'influence.

Donc, s'agissant des questions que j'évoquais, leur solution dépendra non pas d'une seule puissance, fut-elle les États-Unis d'Amérique, non pas d'un assemblage établi, mais d'alliances, au demeurant variables.

On critiquait les États-Unis lorsqu'ils étaient très interventionnistes. On les critique aujourd'hui parce qu'ils sont plus distants. Ils prennent du recul par rapport aux situations en Europe, au Proche-Orient, au Moyen-Orient. Le Président Obama s'en est expliqué. Lorsqu'il a été candidat pour la seconde fois il a dit : « Ce qui m'intéresse, ce sont d'abord les États-Unis d'Amérique, le pivot asiatique, le conflit israélo-palestinien. Nous sommes intervenus en Afghanistan, avec des sacrifices considérables. Les États-Unis étaient aussi en Irak avec aussi des conséquences lourdes et discutables ». Il y a une « fatigue » de l'Amérique. Donc il ne veut pas intervenir à chaque instant dans chaque conflit. Cette attitude tout à fait compréhensible crée une sorte de vide. Comment sera-t-il rempli ?

Il en est de même, dans un autre cas de figure, pour la Russie. Le Président Poutine, il y a quelques années, lorsqu'il n'était pas Président, avait, pour parler trivialement, peu de cartes en main. Aujourd'hui, dans ce monde apolaire, zéro polaire, du fait d'une attitude déterminée en Syrie, au Proche-Orient, au Moyen-Orient, voilà que la Russie effectue son grand retour sur la scène internationale. Avec toutefois plusieurs limites, dont une qui doit être méditée :



pour que le budget de la Russie s'équilibre, il faut que le prix du pétrole atteigne au moins 114 dollars le baril. Or, tous les efforts de cette puissance pour calmer la situation au Proche et au Moyen-Orient, auraient comme conséquence de faire baisser sensiblement le prix du pétrole et du gaz ! A partir de là, on peut discuter à l'infini.

La Chine elle aussi exercera une influence décisive. Lors de la récente conférence de Genève, qui a abouti à l'accord entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne, avec l'Iran, la Chine – on ne l'a pas suffisamment dit – a joué un rôle important et positif. Elle souhaite disposer d'une sorte de glacis autour de son propre territoire. Il existe des différends avec le Japon, notamment la question maritime et celle de la zone aérienne, qui doivent être regardées avec beaucoup de précautions. Personnellement, je ne pense pas que la Chine développe des perspectives bellicistes. Mais c'est une puissance considérable, et il risque de se produire en 2014 un certain nombre de tensions dans cette zone. La France cherchera toujours la paix et la sécurité.

Il y a aussi l'attitude propre de l'Iran. Le grand événement de l'année qui s'écoule, c'est peut-être moins l'accord intérimaire que l'élection du Président Rohani. D'ailleurs les deux sont liés. Est-ce que cette élection amènera suffisamment de changements dans la société iranienne ? Ou bien est-ce qu'avec les déceptions et les contradictions qui peuvent survenir, on assistera à un mouvement de recul ?

Face à toutes ces questions que j'ai exposées, la réponse sera largement dans les mains de ces quatre séries de puissances auxquelles bien sûr j'ajouterai l'Union européenne, à condition qu'elle le veuille.

* *

Les dernières cinq minutes de mon exposé porteront sur la France. Quels sont les objectifs de notre politique étrangère ? Je les résumerai par quatre termes : la paix, la planète, l'Europe et le redressement.

La paix, cela peut paraître paradoxal puisqu'on entend parfois : « Mais pourquoi la France envoie-t-elle des troupes en Afrique ? » Une des premières décisions du Président François Hollande a été de retirer nos troupes d'Afghanistan. Par tradition, par choix, nous ne sommes nullement bellicistes, nous voulons la paix. Mais nous savons que la paix, la sécurité passent par une grande fermeté et les moyens de celle-ci. En Syrie, dès juin 2012, nous avons proposé une solution qui, si elle avait été suivie rapidement, à une époque où il n'y avait ni Iraniens, ni Hezbollah, ni terroristes, était pertinente.

Lorsque nous envoyons nos soldats au Mali, ce n'est pas par je ne sais quelle pulsion belliciste. C'est à la demande de l'ONU et des Africains et parce que, un soir - j'étais à ses côtés – François Hollande a reçu un coup de téléphone du Président malien de transition, Dioncounda Traoré, qui lui a dit : « Monsieur le Président, si vous n'envoyez pas des troupes pour nous aider, demain je serai mort ». Les terroristes marchaient sur Bamako. Cela se passait au début du mois de janvier 2013. François Hollande a donné l'ordre, nos soldats ont fait un travail magnifique, avec les Africains, avec d'autres. Depuis lors, même s'il existe encore des difficultés, la sécurité a été restaurée. Un Président de la République a été élu démocratiquement, et demain dimanche, il y aura une assemblée nationale, cela en moins d'un an. Et les conditions du développement sont rétablies.

Aujourd'hui, dans des conditions tout à fait différentes, nous retrouvons une autre situation où il faut trancher, en Centrafrique. Cela fait longtemps que la Centrafrique souffre. Depuis 1965, les coups d'État se succèdent. Comme son nom l'indique, elle est au centre d'un ensemble de pays : le Tchad au nord, les deux Soudan qui ne sont pas connus pour leur calme, le Congo, le Cameroun. Ces pays peuvent être mis en difficulté, si un pays comme la Centrafrique implose, 4,5 millions d'habitants mais plus grand que la France. Oui, les menaces de guerre civile sont là lorsqu'on commence à s'armer, les uns d'armes lourdes, les autres de machettes, les uns disant : « Nous sommes chrétiens », les autres répondant : « Nous sommes musulmans ». Il n'y a aujourd'hui à proximité qu'un seul pays qui a les moyens d'intervenir vite et c'est la France. Nous sommes intervenus à la demande de l'ONU et des Africains parce que dans notre tradition, dans notre conception des choses, on ne peut pas détourner le regard lorsque des amis sont massacrés, et se contenter de siffloter. Mais il faut avoir une vision à long terme. C'est la raison pour laquelle nous plaçons, avec l'Europe, pour que se mette en place, pour la première fois, dans les années qui viennent, une force interafricaine de réponse aux crises, bien équipée et suffisante. Ce n'est pas à la France d'intervenir à chaque fois. Si l'on veut que ces crises en Afrique, continent magnifique, continent d'avenir, puissent être résolues par les Africains eux-mêmes, il doit y avoir cette force permanente.

La planète. La France s'est portée candidate pour recevoir la prochaine grande conférence sur le climat en 2015. Nous avons été retenus. Nous étions les seuls candidats... Ce qui fait qu'à l'issue de cette « désignation par

acclamation », plusieurs ministres sont venus me voir, hésitant entre les félicitations et... les condoléances. Nous sommes engagés. Et il va falloir réussir cette conférence extraordinairement importante. Nous allons dans l'abîme. Les scientifiques nous disent que les hausses de température, ce ne seront pas 2 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle mais 4 degrés, 5 degrés! On parle de « réchauffement du climat ». Je récusé ce terme. Après tout, les habitants de Monaco, même s'il fait beau, ne seraient pas choqués qu'il fasse trois ou quatre degrés de plus. « Ca va être une petite augmentation de chaleur ? ». Pas du tout ! C'est un dérèglement climatique. C'est un *maelström* massif, qui dans certains cas va se traduire par des refroidissements importants, et dans d'autres cas par des augmentations épouvantables de la force des typhons, par la désertification, par des submersions, des migrations massives. Il faut agir, pas seulement, même si c'est nécessaire, par des réglementations qui devront être internationales et différenciées, mais aussi en donnant à tout cet élan un sens positif. J'ai longtemps travaillé, comme vous le savez, aux côtés de François Mitterrand qui utilisait une formule pertinente. Il disait : « Si vous faites de la politique, et que vous dites à la population : aujourd'hui c'est dur, demain c'est pire, et je ne vous parle pas d'après-demain... vous avez peu de chances d'être écouté ». Je suis d'accord : il faut donner un agenda positif pour cette action. Les transformations nécessaires peuvent être créatrices de croissance.

L'Europe. Certains de mes collègues ministres des Affaires étrangères européens sont présents. Je les salue avec amitié. Nous allons d'ailleurs nous revoir lundi prochain au Conseil européen des Affaires étrangères.

La question principale est de savoir si l'Europe veut être une puissance ou si elle ne le veut pas. Ceux qui sont là ce soir souhaitent qu'elle le soit. Vingt-huit, bientôt peut-être davantage. Il faut s'organiser. Alors on dit : « Il faut un premier cercle ». Et souvent on parle de la France et de l'Allemagne, même si d'autres sont aussi concernés. Mercredi prochain, Madame Merkel sera désignée chancelière de l'Allemagne, l'après-midi elle sera en France pour rencontrer le Président français. Tous les deux ont la même durée de mandat devant eux. Je souhaite, compte tenu du rôle que jouent la France et l'Allemagne dans le projet européen, qu'un plan d'ensemble soit proposé à tous nos collègues afin qu'autour des thèmes de la croissance, de l'énergie, de l'emploi, de la défense, des nouvelles technologies, l'Europe, première puissance commerciale du monde, dotée des capacités extraordinaires, puisse retrouver son dynamisme et son espérance.

Enfin, le « redressement », le rayonnement. Le redressement de la France, bien sûr. Le rayonnement de la France : la France est une puissance culturelle formidable. La francophonie s'étend aujourd'hui à plus de 200 millions d'habitants. Bientôt, avec le développement de l'Afrique, 750 millions de locuteurs. Notre réseau diplomatique est un des plus vastes du monde. Notre capacité économique : nous n'avons que 66 millions d'habitants mais nous sommes encore la cinquième puissance économique du monde. Et nous possédons des capacités de création, de recherche, d'innovation exceptionnelles. C'est ce redressement qu'il faut assurer, pas seulement pour la France mais pour l'Europe autour d'un certain nombre d'idées qui ont fait le tour du monde.

* *

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire en quelques mots. Comme j'ai voulu qu'ils soient simples, ils n'ont peut-être pas été, au nom du précepte de Paul Valéry, tout à fait pertinents. Je ne suis pas un expert, je suis attaché à la chose publique depuis longtemps et en même temps un pragmatique. D'ailleurs, Valéry avait ce mot pour les experts. On lui demandait : « Qu'est-ce que c'est qu'un homme compétent ? » Il répondait : « C'est quelqu'un qui se trompe selon les règles ». J'espère ne choquer personne ! Il faut écouter les experts, les compétents. Mais il faut savoir aller au-delà, il faut proposer, il faut agir. C'est vrai dans une famille, c'est vrai dans une entreprise, c'est vrai pour une nation, c'est vrai pour un continent. Il faut une vision. Ce que j'ai appelé, à d'autres moments, un grand dessein. Il faut aussi des lieux où les hommes et les femmes de bonne volonté puissent discuter de cela ensemble. C'est le cas de cette *World Policy Conference*, et c'est pourquoi j'ai été très heureux d'être avec vous ce soir. Merci.